

## L'affaire Clarke : un combat fratricide

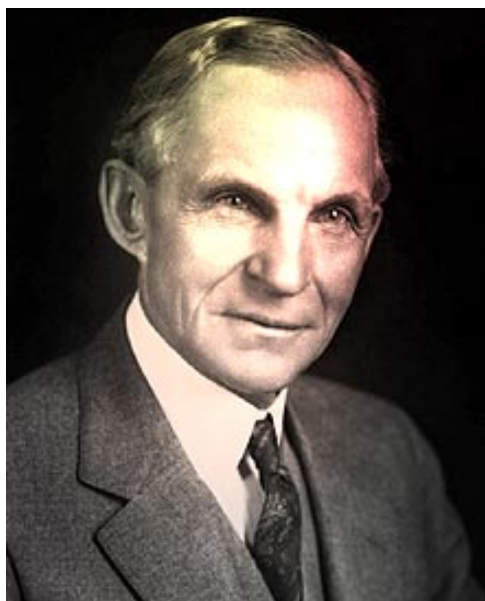
TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

La journaliste Laurie Mylroie réfute en bloc toutes les affirmations de Richard Clarke. Et, pour trancher dans le débat qui les oppose, elle cite le soutien à ses thèses que lui ont apporté ses amis néo-conservateurs Richard Perle et James Woolsey. De son côté, l'analyste William M. Arkin renvoie les polémistes dos-à-dos et relève que la politique des néo-conservateurs mise en cause par Richard Clarke est précisément celle qu'a préconisée l'ex « Monsieur anti-terrorisme ».

page 10

AU BON GOÛT AMÉRICAIN

## La Fondation Ford, paravent philanthropique de la CIA



La Fondation Ford a joué, de 1947 à 1966, un rôle clé dans les réseaux d'ingérence états-uniens en Europe en subventionnant des revues, des programmes scientifiques et des organisations de la gauche non-communiste. La plus grande fondation philanthropique du monde offrait en réalité une façade respectable aux opérations de financement et de contact de la CIA. Ce rôle était d'autant facilité que les mêmes personnalités ont façonné et dirigé les deux organisations. Premier volet de notre enquête sur la branche culturelle de l'interventionisme atlantique.

page 2

REPÈRE : 6 AVRIL 1994

### Un attentat donne le signal du génocide des Tutsis

À 20 h 30, le biréacteur Mystère Falcon transportant le Président du Rwanda, Juvénal Habyarimana, est abattu alors qu'il s'apprêtait à se poser sur l'aéroport de Kigali. L'appareil s'écrase dans les jardins du palais présidentiel en tuant toutes les personnes à son bord, dont le président du Burundi, Cyprien Ntaryamira, les membres de l'équipage français et plusieurs conseillers de haut rang.

Par ce geste, les extrémistes du Hutu Power entendent réduire à néant les accords de paix d'Arusha que les deux chefs d'État venaient de signer et enclencher la solution finale de la question Tutsi. À peine l'avion abattu, ils lancent un nouveau génocide planifié de longue date. Il coûtera la vie à plus de 800 000 personnes en moins de 100 jours.

Dix ans après les faits, et malgré les évidences, la France qui soutenait le Hutu Power tente encore d'attribuer l'attentat aux Tutsis et de les rendre responsables de leur propre massacre. ■



### LE PÉTROLE IRAKIEN N'EST PAS ASSEZ « SÉCURISÉ » POUR LES MAJORS

British Petroleum (BP) et plusieurs autres multinationales pétrolières, à l'exception de Total et ChevronTexaco, ne participeront pas à la première grande réunion de décideurs, convoquée par le ministère irakien du Pétrole pour déterminer l'augmentation de la production de brut. L'insécurité, qui règne dans le pays depuis l'intervention de la Coalition, avait déjà conduit les autorités à repousser d'un mois cette réunion. Elle affecte les perspectives d'exploitation sereine et décourage les *majors*. Tandis que leurs défections privent le Conseil de gouvernement irakien des ressources financières indispensables à la reconstruction.

Le dernier sabotage de pipeline a eu lieu le 26 mars à Bassorah. Selon les gardes irakiens, quelqu'un avait mis le feu à du pétrole s'écoulant d'une petite brèche. Selon les autorités britanniques, il s'agissait d'une combustion spontanée. ■

**Au bon goût américain**

# La Fondation Ford, paravent philanthropique de la CIA

**La Fondation Ford a joué, de 1947 à 1966, un rôle clé dans les réseaux d'ingérence états-uniens en Europe en subventionnant des revues, des programmes scientifiques et des organisations de la gauche non-communiste. La plus grande fondation philanthropique du monde offrait en réalité une façade respectable aux opérations de financement et de contact de la CIA. Ce rôle était d'autant facilité que les mêmes personnalités ont façonné et dirigé les deux organisations. Premier volet de notre enquête sur la branche culturelle de l'interventionisme atlantique.**



La Fondation Ford a été créée, en 1936, par Henry Ford. Antisémitisme militant, il publia *La Juiverie internationale* [1]. Figure légendaire de l'industrie automobile, il soutint tous les projets totalitaires du XXe siècle : il finança le national-socialisme allemand avant 1933, fut décoré par le chancelier Hitler de la Grand Croix de l'aigle allemand, en 1938, et détint une large partie du capital du chimiste IG Farben, fabriquant du gaz Zyklon B. Dès les années 30, il construisit aussi les premières usines automobiles pour Staline, à Gorki, et continua dans les années 50 et 60 à fabriquer en URSS les véhicules destinés à l'armée nord-vietnamienne.

Mais ce n'est qu'à la mort d'Henry Ford, en avril 1947, que sa fondation prit toute son ampleur. Elle hérite alors de millions de parts des entreprises Ford

pour une valeur de 70 millions de dollars. Elle devient ainsi la plus grande association philanthropique du monde. Comme l'affirme Henry Ford II, nouveau président du conseil d'administration, les années 1949-1950 « marquent un tournant dans l'histoire de la Fondation Ford ».



Grande croix de l'ordre de l'aigle allemand  
Décoration reçue par Henry Ford, le 30 juillet 1938.

Ce tournant survient au moment où les États-Unis accèdent au statut de puissance mondiale de premier plan. À Washington, l'ancien ambassadeur en Union soviétique, le général George F. Kennan, mène campagne pour persuader ses concitoyens que le péril rouge est bien plus important que ne l'était la menace nazie. Il enjoint le président Truman de ne pas désarmer, mais de cacher la machine de guerre états-unienne et de se préparer à tout instant à un nouvel affrontement. Il réussit à convaincre le secrétaire adjoint à la Guerre, John J. McCloy, de ne pas dissoudre les services secrets mis en place durant la Seconde Guerre mondiale, mais de les adapter à ces temps nouveaux. Il théorise le « **stay-behind** », un réseau initialement composé d'agents nazis et fascistes restés en arrière de la ligne de front lorsque le Reich capitula, puis retournés par les Anglo-États-Uniens pour poursuivre leur lutte contre l'influence communiste en Europe.

De même, un groupe d'industriels, réunis autour du juriste H. Rowan Gaither Jr, parvient à empêcher le démantèlement du service de recherche et développement du secrétariat à la Guerre et le privatisent sous le nom de Rand Corporation (Rand est l'acronyme de Research And Developpment). Poursuivant la logique à son terme, Kennan met en place une structure permanente secrète de l'appareil d'État via le *National Security Act*, validé par le Congrès en 1947. Il institue la CIA, le Conseil de sécurité nationale et l'État-major interarmes.

Ce dispositif se double d'un plan d'intervention publique, promu par le général George C. Marshall, sous forme de prêt à la reconstruction consentis aux États européens qui se placent dans le giron de Washington. Sa mise en œuvre est confiée à Paul G. Hoffman.



John McCloy

Les États-Unis et l'URSS se livrent désormais une guerre implacable, non pas directement sur le terrain militaire qu'ils évitent, mais dans les domaines politiques, intellectuels et sociaux. Leurs réalisations dans ces différents champs, comme, par exemple, la conquête spatiale, sont autant de victoires symboliques. Les fondations états-uniennes, au premier rang desquelles la Fondation Ford, seront les « *soldats* » de Washington dans cette « *Guerre froide* ».

La nouvelle dimension financière acquise par la fondation Ford en 1947 développe ses ambitions. Pour redéfinir ses objectifs, le conseil d'administration

décide, à l'automne 1948, de commander « *une étude détaillée (...) auprès de gens compétents et indépendants, afin de servir de guide sur la manière (...) dont les fonds élargis de la Fondation pourront être employés au mieux, dans l'intérêt général* ».

La commission créée à cet effet est présidée par H. Rowan Gaither Jr, qui vient de créer la Rand Corporation, grâce aux garanties bancaires fournies par la fondation Ford. Gaither a été administrateur du MIT pendant la guerre, et a côtoyé les physiciens du *Manhattan Project* [2]. Sur les conseils de cette commission, le conseil d'administration débauche le patron du Plan Marshall, Paul G. Hoffman, et le nomme président de la Fondation. Il prend officiellement ses fonctions le 1er janvier 1951. Il incarne, selon le journaliste Volker R. Berghahn, « *le rôle plus large et plus international que le rapport Gaither envisageait pour la Fondation* » [3]. Le ton est donc donné : parallèlement au Réseau stay-behind dans le domaine politique et au Plan Marshall dans le domaine économique, la Fondation Ford sera le bras culturel des réseaux d'ingérence états-uniens en Europe.

Cependant, malgré les apparences, la Fondation n'est pas un simple outil supplémentaire dans le dispositif imaginé par Kennan en 1946-48, elle devient aussi une position de repli. En effet, dans l'élite dirigeante aux États-Unis, à la faveur de la guerre de Corée, le père de la Guerre froide a été doublé sur son extrême droite par un théoricien redoutable, Paul H. Nitze. De même, la vie politique intérieure est submergée par la « *chasse aux sorcières* » dont le sénateur Joseph McCarthy devient le leader.

La plupart des fondations qui prospèrent au sortir de la guerre dépendent la majeure partie de leur budget dans des programmes nationaux : la Fondation Ford dépense ainsi, de 1951 à 1960, 32,6 millions de dollars dans des programmes éducatifs, 75 millions pour l'enseignement de l'économie et de la gestion, et près de 300 millions pour les hôpitaux et les écoles de formation en médecine. Mais une partie de ses cadres souhaite diriger l'activité vers l'international. Une première tentative concerne le Free Russia Fund, dont la présidence est naturellement confiée au père de la Guerre froide, le général George F. Kennan, qui trouve là un point de chute pour poursuivre sa carrière. Son budget est de 200 000 dollars. En juillet 1951, la Fondation offre également 1,4 millions de dollars à la Free University, à Berlin-Ouest. Celle-ci a été fondée en 1948, alors la plus vieille université berlinoise, située dans le secteur soviétique, avait été « *stalinisée* ».

Dans le rapport annuel de 1951, Henry Ford mentionne la « *création de conditions pour la paix* ». Ce programme aurait pour objectif « *d'essayer de réduire les tensions exacerbées par l'ignorance, l'envie et l'incompréhension* » et « *d'augmenter la maturité du jugement et la stabilité de la détermination aux États-Unis et à l'étranger* ». Hoffman met sur pied une équipe destinée à promouvoir cette idée de « *conditions pour la paix* ». On retrouve autour de lui Rowan Gaither, mais aussi Milton Katz, son ancien assistant à l'administration du plan Marshall (ECA), et Robert M. Hutchins de l'université de Chicago. À partir du 1er janvier 1952, l'équipe est renforcée par un autre consultant de l'ECA, Richard M. Bissell Jr. Le 15 juillet 1952, les programmes internationaux de la Fondation Ford avoisinaient 13,8 millions de dollars, soit la moitié de la somme allouée aux programmes nationaux.



Richard Bissel Jr.

En mars 1952, Richard M. Bissell rédige un texte de seize pages qui s'intitule « *Créer les conditions de la paix* », fixant les grandes lignes du programme à venir. Selon le document, « *l'objet de la Fondation doit être d'aider à créer un contexte dans lequel il sera possible pour l'Ouest, grâce à la nouvelle position de force militaire qu'il est en train de réaliser, de négocier une paix juste et honorable avec l'Est* ». Cela passerait par « *une discussion sur le désarmement* » afin

d'amener à la négociation, le tout en suscitant « *une opinion publique favorable* » au processus. Bissell rejette l'idée d'une confrontation directe, mais ne croit pas à l'éventualité d'un désarmement et d'une véritable paix. Il pense plutôt « *que nous pouvons vivre dans le même monde que les Russes sans aller à la guerre contre eux, malgré des différences profondes et constantes dans notre état d'esprit et dans nos intérêts* ». En cela, il théorise une doctrine proche de la « *coexistence pacifique* » prônée par Khrouchtchev, après la mort de Staline, en 1956.

La démarche modérée de Bissell s'applique identiquement au niveau national : selon lui, « *l'état de l'opinion qui prévaut actuellement aux États-Unis est trop tendu et émotionnel, trop proche de ce qu'est une guerre de religion* ». Il s'oppose donc au maccarthysme, mais conseille la prudence. Il considère que toute démarche ostensible vers l'idée de désarmement pourrait être mal interprétée sur la scène intérieure, l'opinion publique n'étant pas prête à envisager un système où il n'y aurait « *ni guerre, ni paix* ». Bissell propose que la Fondation Ford ne s'engage pas publiquement dans un tel combat, mais qu'elle cherche à mettre en œuvre son idée, en rassemblant des données et en contactant des spécialistes en relations internationales. C'est dans ce contexte qu'Hoffman va rechercher l'ancien secrétaire adjoint à la Guerre, John J. McCloy (devenu, entre temps, président de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement prédécesseur de la Banque mondiale), qui rejoint la Fondation avec un de ses collaborateurs Shepard Stone.

Selon Volker R. Berhahn, l'initiative de la Fondation Ford allait plus loin, dès les origines, que le simple développement « *d'un contre poids à l'anticommunisme maccarthyste replié sur soi ou d'un combat de Guerre froide par des moyens plus subtils. Parce que les États-Unis étaient devenus une puissance mondiale mais que l'opinion publique n'était toujours pas prête pour les défis à venir, l'objectif était de créer les bases populaires d'une politique étrangère démocratique qui serait menée par les élites de la côte Est, et de s'assurer que ces élites ne perdraient pas de terrain face à la nouvelle résurgence des politiques populistes et de l'isolationnisme* ».

Hoffman s'engage, dès l'été 1952, aux côtés de Dwight D. Eisenhower, candidat à l'élection présidentielle, espérant obtenir le poste de secrétaire d'État dans la nouvelle administration. Une équipe de la Fondation, sous la direction de Shepard Stone, rédige avec empressement le programme du candidat républicain tout en ménageant habilement les susceptibilités des démocrates. La tentative d'alliance échoue et, dès son entrée à la Maison-Blanche,

Eisenhower nomme John Foster Dulles au poste de secrétaire d'État. Son frère, Allen Dulles, est lui nommé à la tête de la CIA, où il adopte une position très dure vis à vis de l'URSS, en développant la stratégie du « rollback » en Europe centrale [4]. Ces nominations sont un nouveau camouflet pour les projets de Hoffman, Kennan, Stone, McCloy, et Milton Katz. Ceux-ci continuent néanmoins de multiplier les contacts avec des intellectuels libéraux et des spécialistes en questions internationales pour conduire une stratégie plus diplomatique vis-à-vis de l'URSS. Au cours de ces rencontres, l'idée leur apparaît que les pays non-alignés pourraient constituer un bon terrain pour des projets pilotes élaborés par la fondation. Selon les archives des correspondances entre les différents responsables de la Fondation, John J. McCloy se demande à l'époque si « *le travail que nous faisons n'est pas plus difficile (...) que de gouverner l'Allemagne ou d'essayer d'établir une communauté européenne* ».

Au final, l'ensemble des entretiens menés par le groupe permet aux dirigeants de la fondation d'envisager qu'elle soit un « *stimulant directeur* » pour repenser la relation soviéto-états-unienne, d'après le rapport final de McCloy et Stone. Selon ce document, l'Europe occidentale serait une région clé dont la base institutionnelle doit être renforcée et où la Fondation Ford « *pourrait sponsoriser de façon utile la création d'un institut ou d'une série d'instituts consacrés à l'étude des problèmes de la communauté européenne* ». Ce projet s'intitule Programme Conditions pour la Paix. Un comité consultatif est créé, présidé par McCloy. Shepard Stone y occupe le poste de directeur. L'un de ses objectifs est d'élaborer une méthode qui permette « *d'obtenir le soutien des socialistes d'Europe pour la paix internationale* ». La fondation doit donc « *envisager l'idée de rassembler les penseurs socialistes avancés de ces pays, des hommes qui ont du prestige au sein de leurs propres partis, d'étudier le problème de la coexistence et de proposer des solutions* ».

Le programme suscite bien des ambitions personnelles. Au terme de luttes d'influence, il est placé sous la dépendance du Council on Foreign Relations (CFR) [5], et Shepard Stone en devient un élément clé, en qualité de responsable de la Division aux affaires européennes et internationales de la Fondation Ford.

Quoi qu'il en soit, la Fondation est un outil que chaque département ministériel veut utiliser. Dès le 5 mai 1951, Hans Speier, de la Rand Corporation, envoie un mémorandum à Rowan Gaither dans lequel il révèle que le département d'État et le Haut commissariat civil en Allemagne (HICOG) souhaitent dissimuler leur soutien à des organisations en Allemagne de l'Ouest, afin qu'elles cessent d'apparaître comme inféodées à Washington. Ils cherchent donc, avec la CIA, à trouver des moyens pour acheminer des fonds de manière détournée. Le 20 mars 1952, Milton Katz fait circuler un mémorandum au sein de la direction de la fondation, dans lequel il rappelle l'importance particulière de l'Europe, au regard de la diplomatie états-unienne. Selon lui, l'Europe ne peut pas être envisagée « *de façon constructive si ce n'est en tant que membre de la communauté atlantique* ». Dans ce contexte, il convient d'aider à la libération « *des grands syndicats français et italiens de la poigne du communisme* ». Katz énumère ensuite une série de projets de la fondation Ford, dont « *la mise en place de l'équivalent du CDE (Comité pour le développement économique) pour l'Europe continentale* ». Il termine par une liste de personnalités

susceptibles de relayer l'action de la fondation : Jean Monnet, Oliver Franks, Hugh Gaitskell, Geoffrey Crowther, Robert Marjolin, Dirk Stikker et Dag Hammarskjöld. En mai 1953, Rowan Gaither rédige un mémorandum dans lequel il avance un nouveau principe : la fondation doit éviter « *de faire des choses qui sont un doublon ou un substitut d'actions réelles du gouvernement ou d'autres agences* ». Après tout, poursuit-il, « *certaines des plus importantes opportunités de la Fondation (...) peuvent résider dans le fait de compléter les activités d'autres et notamment de les encourager et de les amener, notamment le gouvernement, à améliorer leurs activités* ». L'articulation Gouvernement états-unien/Fondation Ford trouve ici son *modus operandi*.

Avec la fin du maccarthysme et le début de la coexistence pacifique, les querelles s'atténuent à Washington. La Ford ne se présente plus comme une alternative de la CIA, mais comme son partenaire. Richard Bissell Jr, quitte d'ailleurs la fondation pour prendre la direction opérationnelle du stay-behind. Tandis que la Ford assiste la CIA dans plusieurs grandes opérations. Elle prend le relai de la CIA dans le financement du Congrès pour la liberté de la culture.

Elle confie une étude sur l'échec du traité de la Communauté européenne de défense en France à David Lerner et Raymond Aron, figure essentielle du Congrès.

Elle finance l'orchestre Hungarica Philharmonica, composé de musiciens contraints à l'exil à cause du stalinisme, et que la CIA veut ériger en symbole du monde libre.

Elle finance aussi l'American Committee on United Europe (l'ACUE), un faux-nez de la CIA chargé de favoriser la construction d'une Europe fédérale conforme aux intérêts de Washington. [6]. L'ACUE est présidé par l'ancien patron des services secrets de la période de Guerre mondiale et vice-présidée par le fondateur de la CIA.

L'action de la Ford auprès du Congrès pour la liberté de la culture est rendue possible, explique Grémion, par la proximité entre les acteurs qui constituent les deux entités. Tout comme le Congrès, la Ford est composée de « *libéraux* » (au sens états-unien du terme), donc de la gauche non-communiste. « *Outil d'une diplomatie non gouvernementale, l'objectif de ses dirigeants [dans le domaine de l'art] est de donner une image de la culture américaine différente de l'assimilation fréquente à la culture populaire de masse* ». En cela, « *la Ford place ainsi dès le départ son action dans le cadre d'une pratique mécénale éclairée* ». Dans le domaine économique, l'action de la fondation « *s'inscrit dans le sillage réformiste du New Deal* », ce qui lui vaut les faveurs des intellectuels du Congrès, qui sont en majorité des partisans de la planification et du *Welfare State*. Enfin, elle est orientée vers le développement des sciences sociales : Rowan Gaither estime qu'elles permettront un jour d'obtenir des résultats aussi brillants dans le domaine social que les sciences de l'ingénieur dans le domaine technique. La Ford finance en priorité les sciences sociales, avant les humanités et la médecine. Elle multiplie également les échanges universitaires et académiques, et les créations institutionnelles : elle finance le Centre de sociologie européenne de Raymond Aron, et le réseau de planificateurs *Futuribles*, de Bertrand de Jouvenel. Sa présence est tellement discrète que, d'après un mémorandum rédigé par Shepard Stone après un voyage en Europe, en 1954, la fondation est tenue en haute estime en Europe,

« même dans les cercles d'extrême gauche du Parti travailliste britannique, le SPD allemand et auprès de nombreux intellectuels gauchistes en France ».

L'admiration est réciproque : Shepard Stone est en effet très attirée par la haute culture européenne, qu'il oppose à la culture populaire états-unienne, et se sent proche des intellectuels du Congrès qui, après avoir critiqué le communisme, « mettent aujourd'hui en valeur les vertus de la liberté individuelle et d'une société libre ». Il finance donc des revues proches du Congrès, telles que *Encounter*, *Preuves*, et *Forum*.

Après plusieurs mois de conflits internes, Shepard Stone obtient la direction de l'ensemble du programme européen de la Ford mi-1956. L'activité de la fondation s'amplifie. Stone réclame 5 millions de dollars de budget supplémentaires, simplement pour le programme européen. Les révolutions hongroises et polonaises, réprimées en 1956 par les Soviétiques, convainquent l'ensemble des actionnaires d'accéder à ses demandes. Cet argent permet d'aider les réfugiés venus d'Hongrie ou de Pologne, et d'installer des structures pour les accueillir. La Fondation organise également des programmes de formation et d'étude pour des scientifiques venus du Pacte de Varsovie, invités pour cela aux États-Unis et en Europe occidentale. C'est là un petit jeu pervers tel que les aiment les services spéciaux : la CIA espère recruter des agents parmi les économistes, les chercheurs en sciences sociales et les experts invités par la Ford, tandis que le KGB pense envoyer des éléments fiables acquérir le savoir états-uniens.

Dans le même temps, des programmes de promotion de la langue anglaise, d'études états-uniennes et de contacts entre le Japon et l'Europe sont lancés au Japon. La diplomatie philanthropique de la Ford devient mondiale. Partout dans le monde, elle se charge de mettre en avant la culture états-unienne et de gagner à sa cause les non-alignés. En Afrique, la menace d'un alignement des pays nouvellement indépendants sur Moscou motive de nombreux programmes d'aide en leur direction, notamment en Algérie. Un programme agricole est également monté en Inde, avec l'aide d'investisseurs européens, que Shepard Stone a incité à créer des fondations sur le modèle de la Ford.

Au niveau universitaire, la fondation Ford finance le St Antony's College d'Oxford, spécialisé dans les sciences humaines, en 1959. Le Centre européen de recherche nucléaire (CERN) reçoit également des subventions à partir de 1956, tout comme l'institut du physicien nucléaire danois, Niels Bohr. Ce dernier peut ainsi, avec l'approbation de la CIA, faire venir au Danemark des délégations de scientifiques polonais, soviétiques, et même chinois, officiellement pour les vertus du « *dialogue scientifique* ». Dans la foulée, l'université d'Oxford reçoit elle-même une subvention d'1 million de dollars en 1958, tout comme le Churchill College de Cambridge. En France, la Maison des sciences de l'homme, dirigée par Gaston Berger, reçoit 1 millions de dollars en 1959, pour la création d'un centre de recherche en sciences sociales défendue par des universitaires tels que Fernand Braudel.

La révélation, en 1966 et 1967, du financement du Congrès pour la Liberté de la culture par la CIA jete le discrédit sur la Ford, par ricochet. L'idée d'un lien entre la Ford et les services secrets états-uniens se répand. Au-delà, c'est l'ensemble des activités prétendument philanthropiques, menées par la Fondation en Europe, qui sont regardées d'un œil nouveau : ne s'agit-il pas



## d'une formidable opération d'ingérence culturelle états-unienne ?

---

L'histoire de la Fondation Ford ne s'est pas arrêtée avec le scandale de 1967. Les activités qu'elle a conduites depuis, et qu'elle poursuit encore aujourd'hui, feront l'objet du second volet de cette enquête, à paraître la semaine prochaine.

---

[1] *The International Jew - The World's Foremost Problem*

[2] Pierre Grémion, *Intelligence de l'anticommunisme*, Fayard, 1995.

[3] Volker R. Berhahn, *America and the intellectual cold wars in Europe*, Princeton University Press, 2001.

[4] La stratégie du « rollback » consiste à forcer un reflux des positions russes en Europe centrale. Elle s'oppose à la doctrine de « containment », qui vise à figer l'état des forces en présence, et à empêcher toute expansion soviétique. Le « rollback » a remplacé le « containment » après la chute de l'URSS.

[5] Le 6 mai 1953, le Council on Foreign Relations organise, grâce à des financements de la fondation Ford, un séminaire consacré aux relations entre les États-Unis et l'URSS. Y sont présents : John J. McCloy (président), Henry L. Roberts (secrétaire à la recherche), John Blumgart (rapporteur), Henry L. Roberts (banquier d'investissement), Robert Amory (CIA), Robert Bowie (Département d'État), McGeorge Bundy (Harvard), Merle Fainsod (harvard), George S. Franklin Jr. (CFR), Howard Johnson (Fondation Ford), Devereux C. Josephs, J. Robert Oppenheimer (Institute for Advanced Study, Princeton), Dean Rusk (président de la fondation Rockefeller), Shepard Stone et Henry M. Wriston (président de l'université de Brown).

[6] « La CIA finance la construction européenne », de Rémi Kauffer, *Historia*, 27 Février 2003.

## Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meysan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

### Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .

# L'affaire Clarke : un combat fratricide

## Analyse

À la veille d'une audition publique de Condoleezza Rice par la Commission d'enquête sur le 11 septembre, le *New York Times* a demandé à deux experts, Peter Bergen et Scott Armstrong, quelles questions ils souhaiteraient lui poser. S'appuyant sur la vulgate du moment, qui attribue les attentats à une organisation islamiste dite Al Qaïda, ils envisagent des questions sur l'absence de référence à cette puissante organisation dans les travaux et discours officiels antérieurs au 11 septembre ; sur les raisons de l'attaque de l'Irak, qui n'est pas lié aux attentats, et de la non-attaque d'États prétendument liés aux attentats comme l'Arabie saoudite ; et sur l'absence de sanction dans les services secrets après ce qui est présenté comme leur plus grand échec. On espère que de telles questions seront posées, ainsi que d'autres encore sur le rôle de Madame Rice dans la journée du 11 septembre.

Le nouveau ministre des Affaires étrangères espagnol, Miguel Angel Moratinos, présente dans *Le Monde* la politique de son gouvernement, bien loin de la problématique munichoise dans laquelle les néo-conservateurs états-uniens tentent de l'enfermer. Il rappelle que la politique d'Aznar, de suivisme derrière Washington, est une parenthèse dans celle de l'Espagne depuis le rétablissement de la démocratie. Madrid est prête à participer à toute action militaire internationale sous mandat de l'ONU et refuse de s'engager dans des opérations conduites par les États-Unis ou d'autres en dehors du droit international, que ce soit en Irak ou ailleurs. L'Espagne refuse donc d'être une force d'occupation étrangère en Irak, mais est prête à participer à une force onusienne de maintien de la paix. Cette politique date de 1979 et n'a aucun lien avec les récents attentats.

Autre exemple de retour de la raison : le spéculateur George Soros souligne

dans le *Los Angeles Times* que présenter la lutte contre le terrorisme comme une guerre conduit à confondre terroristes et États, à impliquer l'armée dans des opérations de police, et à transformer le monde en champ de bataille. Il observe aussi que les terroristes ne seront jamais battus, puisqu'ils sont secrets, et que cette pseudo guerre est donc illimitée.

L'affaire Clarke n'en finit pas de provoquer des polémiques. Laurie Mylroie réfute dans le *Wall Street Journal* les allégations de l'ancien « Monsieur anti-terrorisme » de la Maison-Blanche. La journaliste, qui soutient depuis des années la thèse de la responsabilité irakienne dans l'attentat de 1993 contre le World Trade Center, dément en bloc toutes ses affirmations. Et, pour trancher dans le débat qui les oppose, elle cite le soutien à ses thèses que lui ont apporté les néo-conservateurs Richard Perle et James Woolsey. Un tel parrainage montre, si besoin était, que l'on a quitté le domaine de l'investigation et de l'analyse pour entrer dans celui du parti pris.

Or, dans le *Los Angeles Times*, le chroniqueur militaire William M. Arkin renvoie les polémistes dos-à-dos. Il relève que la politique défendue par Laurie Mylroie et mise en cause par Richard Clarke est précisément celle qu'il a préconisée. C'est en effet Clarke qui a mêlé la cybersécurité, l'anthrax et Al Qaïda. En cela, il est parfaitement responsable de la confusion entre lutte contre le terrorisme et guerre en Irak.

Christopher Hitchens, journaliste d'extrême gauche passé à l'extrême droite, affirme dans le *Wall Street Journal* que sans intervention états-unienne l'Irak serait devenu un gigantesque Faludja. En d'autres termes, le pays gouverné par Saddam Hussein aurait été le théâtre de scènes de violence comparable à celle de la semaine dernière. Revenons aux faits : contrairement à ce que nous avons indiqué dans ces colonnes, les quatre mercenaires n'ont pas été lynchés par la foule. Leurs deux véhicules ont été attaqués à la grenade par des résistants et ont pris feu. Les corps déchiquetés ont été carbonisés. Puis la foule a récupéré les restes humains et les exhibés en trophées. Ceci étant rectifié, le propos de Christopher Hitchens tient du syllogisme : le drame de Faludja n'a aucun rapport avec la dictature ba'asiste, mais illustre la révolte face à l'occupant. Le sénateur Joseph Biden Jr. ne craint pas cette résistance, mais plutôt que l'Irak s'enfonçe dans la guerre civile dès que les troupes d'occupation se seront retirées. C'est pourquoi, dans le *Washington Post*, il préconise le maintien d'une force internationale, qui ne saurait échoir aux seuls États-Unis et pourrait être confiée à l'OTAN. Cependant, il n'envisage à aucun moment de s'en remettre à l'ONU puisque, à ses yeux, l'Irak est désormais une chasse gardée de Washington.

La logique d'occupation ayant remplacé celle de la libération, un ancien conseiller de la Coalition en Irak, Michael Rubin, déplore dans le *Los Angeles Times* la politique de démocratisation imposée par le département d'État. Celui-ci a exigé que l'on soutienne de manière équivalente toutes les formes d'expression politiques, alors que le Pentagone ne subventionnait depuis des années que les formations adhérentes du Congrès national irakien. Washington a donc financé des groupes qui s'avèrent aujourd'hui être des ennemis.

**Réseau Voltaire**

## Peter Bergen



Peter Bergen est membre de la New America Foundation et auteur de *Holy War, Inc. : Inside the Secret World of Osama bin Laden*.

### « Des questions au Dr. Rice »

Source : New York Times

Référence : « Questions for Dr. Rice », par Peter Bergen, *New York Times*, 4 avril 2004.

- ▶ Dans vos déclarations publiques avant le 11 septembre, vous n'avez mentionné qu'une seule fois Ben Laden comme une menace pour les États-Unis et jamais Al Qaïda, pourquoi ?
- ▶ Bob Woodward puis **Richard Clarke** montrent dans leurs livres, qu'après le 11 septembre, la piste irakienne était privilégié alors que cet État, contrairement à l'Iran, la Syrie ou la Libye qui n'ont pas été soupçonnés, n'a jamais été lié au terrorisme. Pourquoi ?
- ▶ Clarke affirme que sur 100 réunions du cabinet de **George W. Bush** une seule a porté sur le terrorisme. Est-ce vrai et faut-il y voir une représentation des préoccupations de l'administration Bush avant le 11 septembre ?
- ▶ La position de l'administration Bush est qu'on ne pouvait pas prévoir l'utilisation d'avions comme des missiles contre les États-Unis alors que ce scénario était envisagé pour assurer la sécurité du site olympique en 1996. Comment expliquez vous cela ?
- ▶ Selon, les interrogatoires des détenus soupçonnés d'appartenir à Al Qaïda, le manque de réaction des États-Unis à l'attaque contre l'USS Cole a encouragé Al Qaïda, pourquoi ne pas avoir riposté ?
- ▶ Le 6 août 2001, George W. Bush a été averti qu'Al Qaïda projetait de détourner un avion pour obtenir la libération du cheikh Omar Abdel Rahman. Comment qualifieriez-vous aujourd'hui cette information ?
- ▶ Pourquoi avoir attendu un mois avant d'attaquer Al Qaïda et les Talibans ?
- ▶ Quels étaient vos projets pour juger les détenus d'Al Qaïda avant le 11 septembre ?
- ▶ Pourquoi n'y a t-il eu ni excuses, ni démissions dans l'administration Bush après le plus catastrophique des échecs de nos services de renseignement ?

## Scott Armstrong

Scott Armstrong est le fondateur du National Security Archive de l'université George Washington et directeur d'Information Trust.

### « Des questions au Dr. Rice »

Source : New York Times

Référence : « Questions for Dr. Rice », par Scott Armstrong, *New York Times*, 4 avril 2004.

- ▶ Le 24 mars, **George Tenet** a affirmé que Ben Laden avait déclaré la guerre à tous les occidentaux lors d'une réunion en août 1996 avec d'autres groupes religieux qui lui sont associés. Il y a deux ans, le directeur de la **National Security Agency** (NSA) a affirmé que Ben Laden avait réitéré ces menaces lors d'une réunion avec des religieux saoudiens. Qui sont les groupes qui aident Ben Laden et pourquoi rien n'est fait pour les arrêter ?
- ▶ Avant le 11 septembre, compte tenu de ce que vous saviez, vos priorités étaient-elles appropriées ? La presse a révélé que la principale menace que vous redoutiez était, avant le 11 septembre, l'usage de missiles balistiques. Quelles mesures avez-vous prises pour éviter qu'ils ne soient utilisés pour provoquer des échanges de missiles au Cachemire ?
- ▶ Pourquoi l'Irak a-t-il été vu comme un probable complice du 11 septembre ?
- ▶ Quelles sont les preuves accumulées contre l'Irak sur le 11 septembre ? Avec le recul, jugez-vous leurs sources fiables ?
- ▶ Sachant que l'objectif de l'intervention en Afghanistan était de priver Al Qaïda d'un refuge et sachant que l'Irak n'était pas un refuge d'Al Qaïda contrairement au Pakistan, au Yémen, à l'Arabie saoudite et à d'autres États d'Afrique du Nord, pourquoi ne faisons nous rien dans ces pays ?
- ▶ La Guerre d'Irak n'a-t-elle pas accrue le nombre de terroristes dans ce pays ?

## Miguel Angel Moratinos



Ancien envoyé spécial européen pour le processus de paix israélo-palestinien, Miguel Angel Moratinos est le futur ministre socialiste espagnol des affaires

### « L'Espagne et le monde, demain »

Source : Le Monde

Référence : « L'Espagne et le monde, demain », par Miguel Angel Moratinos, *Le Monde*, 3 avril 2004.

Voici quelques jours, des funérailles d'État ont eu lieu en l'honneur des 200 victimes des attentats de Madrid en présence des représentants de 50 États. L'Espagne a démontré qu'elle était une démocratie forte, capable de surmonter avec maturité et clairvoyance les coups les plus terribles. Personne ne doit croire que la défaite du **Parti populaire** et la victoire de la volonté populaire sont une victoire des terroristes. Le véritable message est venu du peuple souverain, qui demandait déjà un changement politique profond avant la date fatale. La gestion irresponsable de l'information par le gouvernement de **José-Maria Aznar** n'a fait que renforcer cette tendance.

étrangères.

Beaucoup d'analystes se penchent aujourd'hui sur ce que va faire **José Luis Zapatero**. Dans une large mesure, notre action en politique étrangère va consister en un retour à la politique étrangère qui fait consensus depuis 1979. Notre engagement à lutter contre le terrorisme est cependant plus fort que jamais. Cela ne sera pas facile car il s'agit d'affronter un réseau diffus et difficile à détecter, mais nous allons tout faire pour arrêter, juger et faire condamner les coupables, démanteler les réseaux terroristes et les priver des moyens d'agir tout en respectant l'État de droit et avec le soutien de millions d'Espagnols. La guerre d'Irak ne nous a pas rapproché de cet objectif. Il faut adopter une nouvelle stratégie et pour cela l'Espagne s'engage à soutenir le renforcement de l'ONU, la cohésion de l'OTAN et une Europe capable d'assumer ses responsabilités politiques globales. Nous maintiendrons nos troupes dans les Balkans et en Afghanistan sous mandat de l'ONU. Après le 30 juin, il n'y aura plus de troupes d'occupation espagnoles en Irak car soit elles auront été intégrées à une force de maintien de la paix de l'ONU, soit elles seront rentrées en Espagne. Les réactions internationales à ce qui ne serait qu'un retrait de 0,4 % des troupes étrangères stationnées en Irak montrent bien la fragilité de la situation actuelle et la nécessité de revoir notre présence militaire. L'Europe sera au cœur de notre action et nous espérons parvenir à un accord sur la Constitution. Le nouveau gouvernement espagnol aura aussi pour priorité d'œuvrer au renforcement de la relation transatlantique. Je suis convaincu que le meilleur allié des États-Unis n'est pas le faible qui soutient sa politique de façon aveugle et inconditionnelle, mais l'allié fort, capable de construire un dialogue franc et loyal dans l'intérêt commun.

## George Soros



George Soros est président de l'Open Society Institute et du Soros Fund Management. Il est l'auteur de *The Bubble of American Supremacy*.

### « Jouer leur jeu »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Playing Into Their Hands », par George Soros, *Los Angeles Times*, 4 avril 2004.

L'administration Bush a beau mener des vendettas contre tous ceux qui critiquent sa politique, petit à petit, les preuves s'accumulent démontrant que l'invasion de l'Irak a été parmi les pires erreurs de l'histoire états-unienne. Si l'administration Bush ne reconnaît pas ses erreurs, elle ne peut pas corriger sa politique.

La guerre est une mauvaise métaphore pour parler de notre combat contre le terrorisme, mais elle a été employé pour justifier l'usage de notre force militaire. Elle implique de combattre des États et nous a égaré. Ainsi, par ce que nous sommes en guerre, nous avons mené une guerre à l'Afghanistan car il abritait des terroristes, ce faisant, nous n'avons pas combattu les terroristes eux-mêmes. Si nous avions qualifié les attentats du 11 septembre de crime contre l'humanité, nous aurions poursuivi Ben Laden en Afghanistan, mais nous n'aurions pas envahi l'Irak. Cela n'aurait pas signifié que nous n'aurions pas pu utiliser notre puissance militaire pour capturer les terroristes et les traduire en justice.

Pour nous protéger, nous avons besoin du soutien des populations parmi lesquelles les terroristes se cachent. Déclarer la guerre à ces populations est une grave erreur. Aujourd'hui, nous devons admettre que la guerre au terrorisme a fait plus de victimes civiles en Irak et en Afghanistan que nous n'en avons subies le 11 septembre, mais cette comparaison est peu débattue aux États-Unis car on n'y estime pas la vie d'un États-Uniens de la même façon que la vie d'un étranger. La guerre au terrorisme menée par l'administration Bush est plus susceptible de provoquer un état de guerre permanent que la fin du terrorisme. Les terroristes étant invisibles, ils ne disparaîtront jamais, mais ils serviront de prétextes pour maintenir la suprématie états-unienne par des moyens militaires, cela génèrera de la résistance et un cycle de violence. Les attentats du 11 septembre ont permis cette situation et c'est ce que voulaient les islamistes. Les États-Unis doivent changer de politique pour viser le bien-être du monde en se lançant dans une politique de coopération.

## Laurie Mylroie



Laurie Mylroie est experte du cabinet de relations publiques Benador Associates et l'auteur de *The War Against Hussein and the World Trade Center Attacks, A Study of Revenge*. Elle a été la conseillère de Bill Clinton sur la question irakienne lors de sa campagne électorale de 1992.

### « Des faits très inopportuns »

Source : Wall Street Journal

Référence : « Very Awkward Facts », par Laurie Mylroie, *Wall Street Journal*, 3 avril 2004.

La crédibilité de **Richard Clarke**, l'ancien responsable de la lutte antiterroriste sous **Bill Clinton** est en train de s'effondrer au fur et à mesure que ses erreurs et omissions sont révélées. Je peux personnellement rajouter une erreur à la liste qu'on lui impute : la croyance de Clarke dans le fait que le terrorisme islamique n'est que le fait d'un petit nombre d'individus, sans soutien étatique. Des années de recherches m'ont convaincue que des États soutiennent le terrorisme et ce fut notamment le cas de l'Irak de Saddam Hussein.

Clarke est un homme intolérant vis-à-vis de ceux qui ne sont pas d'accord avec lui. Quand il voit qu'il ne peut gagner dans un débat, il triche sur les faits. Ainsi, il affirme que les liens entre Ramzi Youssef, responsable de l'attentat de 1993 contre le World Trade Center, et l'Irak sont peu crédibles alors que les preuves de ces liens ont impressionné **Richard Perle**, ancien président du Defense Policy Board du **Pentagone** et **James Woolsey**, ancien directeur de la **CIA** [1].

Ainsi, Ramzi Youssef est entré aux États-Unis avec un passeport irakien en 1992, mais Clarke affirme qu'il est entré sans passeport. Le seul responsable des attentats encore en fuite, Abdul Rahman Yassin, est irakien et a fuit en Irak où le régime lui a offert une maison, mais Clarke affirme qu'il a été en réalité emprisonné en Irak. Sur les sept hommes inculpés pour ces attentats, deux avaient des connections irakiennes, mais Clarke affirme que douze hommes ont été inculpés pour diminuer la proportion. Alors que la justice ignore le vrai nom de « Ramzi Youssef », Clarke affirme dans son livre qu'il s'agit d'un pakistanais élevé au Koweït du nom d'Abdul Basit. En réalité, Abdul Basit Karim est une vraie personne dont l'identité a été usurpée par « Ramzi Youssef » grâce à une falsification des papiers koweïtiens effectuée par les autorités irakiennes pendant l'occupation. Le cerveau de l'opération, Khalid Sheikh Mohammed, est une autre identité fabriquée par le même procédé selon les services de

renseignement israéliens.

M. Clarke fait preuve du même aveuglement que **Bill Clinton** sur les liens d'Al Qaïda avec l'Irak.

---

[1] Richard Perle et James Woolsey sont, en outre, experts du cabinet de relations publiques Benador Associates, comme l'auteur de ce texte

## William M. Arkin

William M. Arkin est analyste en questions militaires, rédacteur du site *The U.S. Military Online*. Il est chroniqueur du *Los Angeles Times*.

### « Le département états-unien de la peur »

Source : Los Angeles Times

Référence : « The U.S. Department of Fear », par William M. Arkin, *Los Angeles Times*, 4 avril 2004.

Nous n'avons toujours pas de réponse à une question : les événements du 11 septembre pouvaient-ils être évités par l'administration Bush ou l'administration Clinton ? Je pense que oui, mais pas en tuant Ben Laden ou en suivant les conseils de **Richard Clarke** avant le 11 septembre.

Dans son livre, Clarke affirme que, en raison de leur obsession de la question irakienne, **George W. Bush**, **Dick Cheney**, **Condoleezza Rice** et d'autres responsables de l'administration Bush n'ont pas vu le danger représenté par Al Qaïda. Il est vrai que l'administration Bush a toujours voulu en terminer avec Saddam Hussein et qu'elle a rejeté toutes les politiques de ses prédécesseurs. Il est donc vrai que l'administration Bush n'a pas porté une grande attention aux avertissements de Clarke. Il faut cependant reconnaître que Clarke avait alerté l'administration Bush d'un risque d'attaque informatique d'Al Qaïda, puis de l'usage d'armes de destruction massive par cette organisation. Comme il l'avait fait pour justifier l'attaque contre l'usine pharmaceutique au Soudan, il avait affirmé posséder des informations qu'il ne pouvait pas révéler. Cybersécurité, anthrax et Al Qaïda, tout a été mêlé pour Clarke.

Après le 11 septembre l'administration Bush fut convaincue que la seule chose de pire qu'on pouvait attendre était une attaque impliquant l'usage d'armes de destruction massive. Elle se raccrocha à l'analyse de Clarke et de William S. Cohen. Bien sûr, l'administration Bush voulait déjà attaquer l'Irak, mais elle parvint à convaincre les experts des questions de sécurité des deux partis de l'importance de cette attaque. Aujourd'hui, Clarke affirme que la Guerre d'Irak nous a détourné de la guerre au terrorisme oubliant de préciser que la politique menée n'a fait que suivre son analyse. Aujourd'hui, Clarke affirme que c'est l'Iran qui est notre principale menace.

En réalité, le vrai problème c'est que toute notre politique étrangère est gouvernée par la peur. Les professionnels de la sécurité livrent des analyses qui alimentent cette peur. Les gouvernants, craignant les conséquences de l'inaction, enchaînent des actions secrètes car elles sont plus faciles à entreprendre que des guerres qui seront débattues. Toutefois, faute d'annonce officielle de la politique suivie, les différents services ont conduit des actions



## Christopher Hitchens

Christopher Hitchens est éditorialiste pour Vanity Fair et auteur d'essais politiques. Il y a peu, très marqué à gauche, il a claqué la porte de *The Nation*, dont il était le journaliste vedette, pour passer dans le camp Bush et devenir un thuriféraire de la guerre en Irak. Son dernier livre est *Why Orwell Matters*.

### « Faludja »

Source : Wall Street Journal

Référence : « Fallujah », par Christopher Hitchens, *Wall Street Journal*, 2 avril 2004.

Le drame atroce de Faludja peut nous conduire au désespoir, mais cette horreur plaide en réalité en faveur de notre intervention en Irak et du changement de régime. En effet, si Saddam Hussein était resté au pouvoir encore des années, c'est tout l'Irak qui ressemblerait à Faludja. Les Ba'asistes, en jouant les tribus les unes contre les autres étaient en train de créer les conditions d'un État hobbesien. L'implosion de l'Irak aurait créé une sorte de trou noir géopolitique qui aurait poussé tous les pays voisins à s'investir en appuyant des factions afin de prendre le contrôle des ressources du pays. Les fondamentalistes en auraient alors profité pour faire du pays leur refuge. Si nous n'étions pas intervenus, nous en serions aujourd'hui à nous demander comment nous avons pu laisser s'installer la même situation qu'au Rwanda dix ans plus tôt.

Les propos de **Richard Clarke** laissent penser qu'il était risible de s'inquiéter d'une menace irakienne mais, vu le passé de Saddam Hussein en ce qui concerne les armes de destructions massives et, selon M. Clarke, les liens de Bagdad avec l'attentat contre le World Trade Center en 1993 et la supposé usine de poison de Ben Laden au Soudan, un président qui ne se serait pas inquiété de la situation aurait manqué à son devoir. En réalité, on peut surtout regretter que Saddam Hussein n'ait pas été renversé dès 1991 ou qu'on n'ait pas écouté **Paul Wolfowitz** qui réclamait sa chute dès les années 80.

Les opposants à la guerre refuse de répondre aux questions qu'aurait soulevé le maintien au pouvoir de Saddam Hussein. Ils refusent de voir les faits concernant l'Irak, comme si cette guerre n'avait été qu'une lubie soudaine de l'administration Bush. Faludja est le symbole de ce qu'aurait été l'Irak sans notre intervention.

## Joseph R. Biden Jr.



Joseph R. Biden Jr. a conduit une carrière exclusivement politique. Élu sénateur du Delaware, en 1972, dès l'âge légal de 30 ans, il s'est d'abord fait connaître pour ses positions libérales au sein de la Commission de la Justice. En 1991, il met en scène de très médiatiques auditions à l'occasion de la nomination du juge Clarence Tomas à la Cour suprême alors que le magistrat est accusé de harcèlement sexuel. En 1997, il devient le leader démocrate, puis le président, de la Commission des Affaires étrangères. Il pousse son pays à l'engagement militaire en Yougoslavie, puis en Irak, mais s'oppose au programme de « guerre des étoiles ». Il est aujourd'hui leader démocrate de la Commission des Affaires étrangères du Sénat.

## « Dernière chance pour une alliance »

Source : Washington Post

Référence : « Last Chance for an Alliance », par Joseph R. Biden Jr., *Washington Post*, 4 avril 2004.

Moins de trois mois avant que l'**Autorité provisoire de la Coalition** ne rende leur souveraineté aux Irakiens, trois questions restent sans réponses : qui empêchera les disputes politiques croissantes de déboucher sur une guerre civile ? Comment faire participer tous les pays de l'**OTAN** à la Coalition ? À qui va-t-on transférer la souveraineté ?

Ces questions ne sont pas résolues parce que l'administration Bush est déchirée sur ces sujets depuis un an. Le président doit mettre un terme à ces querelles. S'il ne tranche pas, les États-Unis seront dans une situation dangereuse. La période la plus délicate sera les sept mois entre le 30 juin 2004, date où les Irakiens retrouveront leur souveraineté, et le 31 janvier 2005, date prévue pour les élections. Durant cette période, tous les groupes ethniques vont tenter de promouvoir leur intérêt, il faut donc soutenir les Irakiens qui font la promotion de l'unité du pays.

Il faut également qu'il y ait un arbitre neutre pour discuter des tensions et maintenir des dizaines de milliers de soldats en Irak pendant plusieurs années afin d'éviter que les tensions ne dégénèrent en guerre civile. Le plan actuel de l'administration Bush de créer une « super-ambassade » à la place de l'**Autorité provisoire de la Coalition** risque de laisser croire aux Irakiens que l'occupation n'est pas terminée.

Nous devons, avant toute chose, élargir la Coalition car les États-Unis ne doivent plus assumer seuls le poids de la reconstruction et de la sécurité, ni pour autant se désengager. Il faut donc organiser un sommet avec nos alliés européens, leur faire comprendre que personne n'a intérêt à un échec et obtenir une nouvelle résolution du Conseil de sécurité. Il faut un administrateur international pour l'Irak et une implication de l'OTAN.

## Michael Rubin



Michael Rubin est chercheur à l'American Enterprise Institute, au Washington Institute for Near East Policy et expert du Cabinet de relations publiques Benador Associates. Il a été conseiller de l'Autorité provisoire de la Coalition en Irak et conseiller de Donald Rumsfeld (L'As de pique du régime Bush) sur l'Irak et l'Iran au Pentagone.

### « Les démocrates irakiens se sentent mis sur la touche »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Iraqi Democrats Feeling Sidelined », par Michael Rubin, *Los Angeles Times*, 4 avril 2004.

L'été dernier, quand l'**Autorité provisoire de la Coalition** s'est penchée sur le futur système politique irakien, le **département d'État** a exigé que tous les partis reçoivent la même assistance. Ainsi, les démocrates et les militants islamistes, ceux qui voulaient unir l'Irak et les séparatistes, tous ont reçu la même aide au nom de l'équité. Mais si l'**Autorité provisoire de la Coalition** a traité de façon égale toutes les formations politiques irakiennes, il n'en va pas été de même de nos adversaires.

Ainsi, les Iraniens alimentent financièrement certains partis et notamment le Dawa, un parti islamiste dirigé par un membre du Conseil de gouvernement Ibrahim Jafari, qui est ainsi devenu l'homme politique le plus populaire d'Irak. Les démocrates irakiens voient donc dans la neutralité de l'Autorité provisoire un soutien tacite aux islamistes et ils voient également d'un mauvais œil le soutien dont bénéficie Abdelaziz Hakim, dirigeant chiite du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak.

Alors que les sénateurs **John Kerry** et **Carl Levin** demandent un nouvel audit sur l'**Iraqi National Congress** et les financements qu'il a reçu, alors que le premier audit n'a rien révélé d'anormal, les islamistes ont les poches pleines. Nous devons soutenir nos alliés qui partagent notre engagement pour la démocratie.